

**Motion présentée par les représentants des personnels d'éducation au conseil
d'administration du collège Diderot, mardi 3 novembre 2020**

Dans cette période difficile et morose où le confinement n'est rompu que pour aller travailler et où les choix économiques qui sont faits semblent définitivement primer sur les choix humains, les personnels du collège Diderot ont été confrontés ce lundi 2 novembre à une situation sanitaire et éducative préoccupante.

Le protocole sanitaire dit « renforcé » n'a en réalité presque rien de différent de l'ancien. Rien n'a vraiment changé.

Si deux heures devaient nous être réservées lundi matin avant la reprise des cours afin que nous puissions préparer cette rentrée, elles nous ont été retirées.

Aucun temps de concertation n'a été prévu pour organiser une protection réaliste et efficace des élèves, des enseignant·e·s, des assistant·e·s d'éducation, des agent·e·s, des personnels administratifs.

Le contenu du protocole est d'une pauvreté scandaleuse, alors que la propagation du virus sur notre territoire est inquiétante et désormais plus forte que lors de la première vague.

Les personnels d'éducation ont demandé de banaliser la matinée du mercredi pour se concerter afin d'établir collectivement un protocole raisonnable et véritablement protecteur dans l'établissement, puisque l'institution ne le fait pas. Ils et elles demandent à ce que le maximum d'enseignant·e·s, d'assistant·e·s d'éducation, d'agent·e·s et de parents soient conviés à ce temps d'échange et de concertation.

Il nous paraît notamment indispensable d'organiser les cours avec des effectifs plus réduits et un emploi du temps qui permettra aux élèves et aux adultes de venir au collège dans des conditions sûres.

A l'heure actuelle la direction a refusé de nous accorder ce temps banalisé. Les personnels d'éducation seront donc nombreux demain à exercer leur droit de retrait, comme cela a été le cas dans de très nombreux collèges et lycées du département depuis la rentrée du 2 novembre, et se réuniront malgré tout pour discuter du protocole.

La situation est aujourd'hui sans précédent, accepter cette reprise dans ces conditions serait synonyme de sacrifier l'éducation publique.